

A la une

InsuranceBUSINESS

Can insurers make a profit with artificial intelligence?

07/05/2024

Offering support across a variety of functions including customer service, claims processing, underwriting, and fraud detection, the capability of AI to analyze large datasets and process information will continue to revolutionize insurance.

Nirmal Ranganathan (pictured), vice president of engineering, AI, at Rackspace Technology, spoke with Insurance Business on how insurance companies can take advantage of AI to generate cost savings across their businesses.

The value of AI

According to recent estimates by McKinsey, AI technologies could inject up to \$1.1 trillion in annual value into the global insurance industry.

Of this sum, around \$400 billion is projected to stem from enhancements in pricing, underwriting, and promotional technologies, while an additional \$300 billion is expected to result from AI-driven advancements in customer service and personalized offerings.

What are the benefits of using AI?

Ranganathan noted that insurance companies often lack the capacity to conduct comprehensive audits on every claim they receive. Instead, they may opt to use sampling techniques to confirm the accuracy of their resolved claims.

Speaking on the benefits of leveraging AI for claims auditing, Ranganathan said: "Right



لقاء قرطاج السابع عشر
للتأمين وإعادة التأمين



Tunis Re



ftusa

Tunisie – Bulletin de conjoncture économique de la BM: Un rebond modéré de la croissance en 2024–25

P.03

La Bourse de Tunis : Première Entreprise Tunisienne certifiée ISO 22301

P.05

Lebanon's general insurers stay resilient despite market gloom

P.109

Swiss Re publishes outlook on Middle East insurance market

P.10

Egypt: Regulator prepares studies on forming national reinsurer

P.10

Une nouvelle alliance climatique pour la transition de l'assurance vers le zéro net émerge au milieu des pressions ESG

P.12

now, auditing is a very people intensive task, but, if we introduce AI, you can go through all claims and provide a first pass accuracy check, and then a human can take a quick look at things to verify.

If you're able to catch these errors that's potentially millions in cost savings for a company."

P.11

SOMMAIRE

Tunisie – Bulletin de conjoncture économique de la BM: Un rebond modéré de la croissance en 25–2024	03
MAE Assurances se mobilise aux côtés d’assureurs mutualistes face aux défis climatiques	03
GATBIKE Challenge, le 5 mai 2024 au site archéologique de Pupput	04
La Bourse de Tunis : Première Entreprise Tunisienne certifiée ISO 22301	05
Maroc : en 2023, le secteur a affiché le taux de croissance le plus faible depuis une décennies	05
L’Algérie exposée à 18 types de risques majeurs	06
Gambia: Gov’t Urged to introduce Independent Insurance Commission	07
Wafa Connect, évènement panafricain créé par Wafa Assurance Groupe, réunit 100 acteurs clés à Abidjan	07

Kenya :Insurance Regulator Blacklists Atlas Life Insurance	08
NDIC raises deposit insurance coverage for bank customers inNigeria to N5 million	08
Lebanon’s general insurers stay resilient despite market gloom	09
Swiss Re publishes outlook on Middle East insurance market	10
Egypt:Regulator prepares studies on forming national reinsurer	10
Can insurers make a profit with artificial intelligence?	11
Increasing weather risks demand new strategies and approaches: Aon report	12
Une nouvelle alliance climatique pour la transition de l’assurance vers le zéro net émerge au milieu des pressions ESG	12



Tunisie – Bulletin de conjoncture économique de la BM: Un rebond modéré de la croissance en 25–2024

08/05/2024

La Banque mondiale vient de publier le rapport « Tunisia Economic Monitor – Spring 2024 Edition ». Intitulé « Une énergie renouvelée pour l'économie ». Ce rapport examine en détails les défis et les opportunités économiques actuels de la Tunisie, avec un focus sur les ambitieux projets du pays dans le domaine des énergies renouvelables, considérés comme une solution cruciale à ses défis économiques et environnementaux.

“Après le ralentissement important de 2023, nous prévoyons un rebond modéré de la croissance en 2024–25 en supposant que les conditions de sécheresse s'atténuent, mais les perspectives économiques restent incertaines”, lit-on dans le rapport.

En supposant une modération de la sécheresse actuelle et des conditions de financement légèrement plus favorables, la croissance devrait, selon ce bulletin, atteindre 2,4% en 2024 et 2,3% en 2025–26. Les prévisions de croissance pour 2024–26 sont soumises à d'importants risques à la baisse liés notamment à pressions sur les taux de change et les prix, la persistance de la sécheresse, l'absence de financement extérieur suffisant.

“Si le rythme des réformes et le niveau de financement sont adéquats, nous prévoyons une croissance soutenue à moyen terme ainsi qu'une certaine stabilisation des déséquilibres macroéconomiques et budgétaires. Nous prévoyons que l'économie maintiendra son rythme de croissance à 2,3 pour cent en 2025–2026. Cela impliquerait un alignement sur la trajectoire de croissance à long terme, dont l'économie s'est écartée pendant la crise du Covid-19”, souligne le bulletin de la Banque mondiale.

Et d'ajouter : Nous prévoyons une légère diminution de l'inflation en raison de l'écart de production relativement important post-Covid et des légères augmentations des salaires publics suite à l'accord gouvernement-UGTT de la fin de 2022. Ces conditions, ainsi que les réformes économiques, devraient aider la Tunisie à réduire ses déficits courants et budgétaires, assouplissant ainsi les conditions de financement.

Par ailleurs, la légère hausse de la croissance économique réelle devrait conduire à une baisse du taux de pauvreté en dessous des niveaux d'avant Covid d'ici 2025.¹⁸ Ces perspectives à moyen terme sont toutefois conditionnées à la poursuite d'un rythme de réformes ambitieux, à un financement suffisant et à la stabilité des prix internationaux de l'énergie, du pétrole en particulier.



MAE Assurances se mobilise aux côtés d'assureurs mutualistes face aux défis climatiques

02/05/2024

Dans le prolongement d'un séminaire consacré au changement climatique organisé le 5 avril dans les locaux d'Aéma Groupe à Paris, les mutuelles et coopératives d'assurance membres d'Euresa ont adopté la déclaration suivante

“Ensemble, assureurs, acteurs publics et entreprises, nous assumons conjointement la responsabilité de façonner une société plus juste et plus durable pour les générations futures. Dans le contexte de multiplication des défis, où les enjeux sociétaux, économiques et environnementaux revêtent une importance cruciale, nous, assureurs mutualistes et coopératifs euro-méditerranéens, estimons qu'il est essentiel de relier les défis auxquels nous sommes confrontés à l'élaboration de modèles d'avenir.

En effet, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques, combinée à l'inflation et aux défis en matière de santé et d'accès aux soins dans des sociétés où le vieillissement démographique est devenu un enjeu majeur, engendrent de nouveaux risques en termes d'assurabilité. Les pertes économiques mondiales liées aux catastrophes naturelles se sont élevées à 291 milliards de dollars en 2023 (109 milliards en Europe), dont 174 milliards de dommages non assurés.

Le montant des pertes assurées atteint 108 milliards de dollars au niveau mondial ; un chiffre qui pourrait doubler au cours des dix prochaines années. Ces répercussions touchent directement les assurés, mais aussi les assureurs, qui se questionnent sur leur capacité à couvrir certains risques et sur la pertinence de le faire pour d'autres : un risque devenu quasi certain cesse d'être un risque.

Alors que ces principes fondamentaux sont remis en question par la problématique de l'assurabilité mais aussi par de possibles usages des nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle en vue de segmenter les risques, En tant qu'acteurs mutualistes et coopératifs, nos valeurs nous engagent. Au-delà, nous croyons qu'elles constituent des leviers efficaces pour relever les défis évoqués précédemment :

- Notre gouvernance, axée sur la transparence et la participation démocratique, constitue le pilier de notre engagement envers nos membres et la société dans son ensemble. Nous croyons en une gestion responsable, où les décisions sont prises de manière éclairée et collective, reflétant ainsi notre volonté d'œuvrer pour le bien commun.

- En ce qui concerne notre tarification, elle est conçue non seulement pour une meilleure mutualisation des risques, mais aussi pour préserver le pouvoir d'achat de nos assurés. Nous sommes conscients des défis économiques auxquels sont confrontés nos membres, c'est pourquoi nous nous efforçons de maintenir des tarifs équitables et accessibles, tout en veillant à une protection la plus adéquate possible contre les risques pour le plus grand nombre.

- Nos investissements sont orientés vers la décarbonation de l'économie et la promotion de la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE). Nous croyons fermement que la durabilité est la clé de l'avenir, et c'est pourquoi nous nous engageons à soutenir des initiatives et des projets qui contribuent à la transition vers une économie plus responsable.

- Nous nous engageons également à promouvoir la prévention à tous les niveaux, qu'il s'agisse de prévenir les risques liés à la santé, à la sécurité des biens ou à l'environnement. Nous croyons en une approche proactive qui vise à identifier et à atténuer les risques avant qu'ils ne se matérialisent afin de préserver l'assurabilité des risques, contribuant ainsi à la protection et au bien-être de nos membres et de la société dans son ensemble.

- Enfin, nous attachons une importance primordiale à l'éthique dans toutes nos activités, notamment dans l'utilisation des données et le développement de l'intelligence artificielle. Nous considérons également l'IA comme un outil puissant qui peut renforcer la mutualisation des risques et améliorer la qualité des services que nous offrons, tout en garantissant le respect de la vie privée et des valeurs éthiques fondamentales.

La 3e édition du GATBIKE Challenge autour du site archéologique de Puppout Hammamet

06/05/2024

L'enthousiasme était à son comble lors de la troisième édition de l'événement GATBIKE 2024, qui s'est déroulé hier le 5 mai 2024 au Puppout Hammamet.

1500 participants, répartis entre adhérents de clubs et plusieurs centaines d'amateurs du vélo, se sont rassemblés pour participer à cette course emblématique, parcourant des distances réparties en 4 types, entre deux circuits sur route de 70 km et de 55 km, un circuit VTT de 35 km et un circuit pour tous de 20 km où tous les vélos sont autorisés à l'exception des vélos électriques.

La manifestation à vocation culturelle, touristique et écologique, a été organisée par GAT Assurance avec la Fédération Tunisienne de Cyclisme

Ce rendez-vous des cyclistes connaît depuis quelques années une affluence conséquente en vue de son impact positif sur l'économie, l'environnement et sur la santé

La promotion du site archéologique Puppout à Hammamet, l'un des plus beaux sites archéologiques de Tunisie, et l'encouragement de la pratique du vélo et du cyclisme visent selon les organisateurs à impliquer les entreprises tunisiennes dans le parrainage des manifestations sportives.

GAT Bike est, avant tout, un événement sportif qui réunit des Tunisiennes et des Tunisiens de tous les âges autour de la passion commune pour le vélo.

Au-delà de l'aspect sportif et compétitif de l'événement, GAT Assurances a revêtu une dimension philanthropique, symbolisée par l'engagement de GAT à reverser l'intégralité des recettes de l'événement à une association basée à Hammamet.

La Bourse de Tunis : Première Entreprise Tunisienne certifiée ISO 22301

08/05/2024

La Bourse de Tunis est fière d'annoncer l'obtention de la certification ISO 22301:2019, norme internationale de référence pour la gestion de la continuité d'activité.

Cette réalisation fait de la Bourse de Tunis, la première société Tunisienne à se voir décerner cette certification, témoignant de son engagement continu envers l'excellence opérationnelle et la gestion efficace des risques. En outre, cette certification démontre la capacité de la Bourse de Tunis à identifier, analyser, évaluer et traiter les risques potentiels pouvant perturber ses activités critiques.

Elle met également en lumière la mise en place d'un système de management de la continuité d'activité robuste et efficace, permettant à la Bourse de Tunis de maintenir ses opérations essentielles en cas d'incident majeur.

Cette reconnaissance internationale s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par la Bourse de Tunis pour renforcer sa gouvernance d'entreprise et adopter les meilleures pratiques internationales en matière de gestion des risques et de continuité d'activité.

Dans le même sillage, la Bourse de Tunis annonce également le renouvellement de ses certifications ISO 27001 pour la gestion de la sécurité de l'information et ISO 20000-1 pour la qualité des services. Ces certifications attestent encore l'engagement continu pour se conformer aux normes les plus élevées, mondialement reconnues.

La Bourse de Tunis, par cette triple certification, confirme son attachement à maintenir les plus hauts niveaux en matière de résilience, d'excellence opérationnelle et de qualité des services envers ses partenaires et clients nationaux et étrangers.

Maroc : en 2023, le secteur a affiché le taux de croissance le plus faible depuis une décennie

29/04/2024

L'activité dans le secteur des assurances a progressé en 2023 de 3,9%, le plus bas niveau de croissance observé depuis 10 ans, indique l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS). Cette baisse de régime s'explique par la forte décélération de la branche vie, après plusieurs années de croissance à deux chiffres. L'année 2023 n'a pas été très favorable au secteur des assurances. L'activité y a, en effet, marqué le pas, affichant le taux de croissance le plus faible depuis dix ans, exclusion faite de 2020, année de crise sanitaire, selon les chiffres publiés par l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS).

«Après plusieurs années d'évolution soutenue, l'activité d'assurances marque un ralentissement de la croissance en 2023», n'ayant progressé que de 3,9%, indique l'ACAPS. L'Autorité a toutefois relevé que le volume d'affaires réalisé, de 55,9 milliards de dirhams (MMDH), est l'équivalent du double de celui réalisé il y a dix ans. Cette baisse de régime s'explique par la forte décélération de la branche vie qui «marque une pause nette» en 2023, s'accroissant de 1,8% à 25,9 MMDH par rapport à 2022, après plusieurs années de croissance à deux chiffres, note l'ACAPS. Quant à l'assurance non-vie, elle a enregistré un volume d'émissions de 30,1 MMDH, en croissance de 5,8%, essentiellement grâce à l'assurance automobile, dont les primes émises ont augmenté de 4,7% (à 14,4 MMDH), et les accidents corporels, dont les primes ont connu une hausse de 6,8% (à 5,4 MMDH). Les primes incendie ont également progressé de 8,8% (à 2,3 MMDH), alors que le reste des catégories non-vie, représentant près de 27% de la branche, ont affiché une croissance de 6,4% à 8 MMDH. En réassurance, après un rebond de 30,3% en 2022, le volume des acceptations «reprend son rythme normatif de progression» avec un taux de 4,5%, s'établissant à 3,8 MMDH, dont l'essentiel provient du réassureur national qui concentre 80,1% de part de marché, réalisé essentiellement en non-vie à hauteur de 91,4%, note l'ACAPS. Globalement, le volume d'affaires du secteur, acceptations en réassurance comprises, a connu une amélioration de 4%, s'élevant à 59,8 MMDH.

Aggravation de la sinistralité en 2023

L'année 2023 a aussi été marquée par une aggravation de la sinistralité. Les prestations et frais supportés par les assureurs et réassureurs ont enregistré une hausse «considérable» de 19,3%, atteignant 55 MMDH. Avec 27,3 MMDH de charges de prestations, les assurances non-vie affichent la plus forte augmentation (41,6%), au moment où la hausse enregistrée par les assurances vie reste modérée (3,3%) avec environ 28 MMDH. La montée des prestations et frais a été généralisée à l'ensemble des acteurs du marché. Les assureurs directs ont continué de supporter l'essentiel des prestations et frais comptabilisés avec 50,1 MMDH, en accroissement de 13,6%. Les charges de prestations du réassureur exclusif ont, quant à elles, augmenté significativement, passant de 2 à 4,9 MMDH d'une année à l'autre. En 2023, les compagnies d'assurances et de réassurance ont comptabilisé des charges techniques de 11 MMDH, en légère baisse (-0,2%) par rapport à 2022. Au volet des engagements, les provisions techniques des entreprises d'assurances et de réassurance sont restées sur leur trend haussier avec un encours de 216,3 MMDH, en augmentation de 5,9% par rapport à 2022. Sur ce volume, les assureurs directs ont concentré 94,1%.

Nette appréciation des produits de placements

En ce qui concerne l'investissement, le portefeuille de placements affectés des entreprises d'assurances et de réassurance s'est apprécié de 5,5%, s'élevant à 217,4 MMDH en valeur d'inventaire, soit 72,7% de leur total bilan. Globalement, la stratégie de placements des assureurs directs reste axée sur les actifs de taux qui ont concentré 48% et sur les actifs d'actions qui pèsent 43,1% de l'ensemble des placements. Les autres types de placements ont représenté 9% du total. S'agissant de la rentabilité des placements financiers, «elle a renoué avec la hausse» dans le sillage de la reprise du marché boursier, indique l'ACAPS. Les produits nets de placements ont clôturé l'année dernière avec une performance «remarquable», enregistrant une croissance de 28,2% à 8,8 MMDH.

Le secteur améliore sa rentabilité

En 2023, le secteur des assurances a amélioré sa rentabilité, réalisant un résultat net de 4,5 MMDH, en progression de 5,8%. De ce fait, le taux de rendement des fonds propres (résultat net/ fonds propres) ressort en hausse à 9,6% contre 9,4% un an auparavant. «Cette embellie occulte, toutefois, des évolutions contrastées par composante», souligne l'Autorité. Le résultat technique net qui s'est apprécié, quant à lui, de 19,9% à 5,7 MMDH

L'Algérie exposée à 18 types de risques majeurs

07/05/2024

Selon Abdelhamid Afra, délégué national aux risques majeurs, l'Algérie est exposée à 18 types de risques majeurs. Pour faire face à ces derniers, le pays a adopté une stratégie basée sur la compréhension, l'identification du phénomène et la manière de le gérer pour réduire son ampleur. Un plan de protection et des moyens de prévention et d'intervention jusqu'au retour à la normale sont également en cours de préparation.

Toujours selon l'expert, une proposition avait été soumise pour la création d'un fonds dédié aux catastrophes naturelles qui financerait toutes les activités de prévention.

Le même responsable souligne que l'investissement d'un dinar dans le processus de prévention permettrait d'économiser 15 dinars en intervention.

Figurent parmi les mesures proactives prises par le gouvernement algérien pour la lutte contre les catastrophes, la mise en place, le 27 février 2024, d'un comité national d'intervention contre les incendies de forêt.+



Gambia: Gov't Urged to introduce Independent Insurance Commission

29/04/2024

Momodou Lamin S. Bah, Marketing Manager and Head of Branches for Gambia National Insurance Company (GNIC) has urged the government to introduce an independent insurance commission that would steer affairs of the insurance industry.

"We should have an independent insurance commission that would look into the affairs of the insurance industry like other West African countries," he said.

"It is very important because insurance firms are financial institutions that deal with the economy. Therefore, anything that has to do with the economy should be managed well because it has a bear effect on people directly. Thus, the government has to bring laws that would protect the population," he remarked during an exclusive interview with the Voice. Bah further informed that insurance is a business that exists to make other businesses exist. He justified that it boosts the economy of every given nation as well as helps to mitigate risk for companies and people.

The insurance specialist added that there was a need for the government to revise laws governing the insurance industry citing the Insurance Act 2003 and the Road Traffic Act 1948. These Acts, he said need to be modernized to march the current reality on the ground.

He said the government has provided an enabling environment to all business institutions to operate well in the country to enhance social development. However, he added that there is a room for improvement for the government in the area of insurance.

He informed that despite several constraints in the insurance industry, the Insurance Association of The Gambia (IAG) has been working greatly to ensure insurance development is attained in the country; therefore, the government needs to work with the association and give it the necessary support.

"If the government works with all stakeholders of the insurance industry, it would obviously help to boost the country's economy and if the economy improves everyone enjoys"

Wafa Connect, évènement panafricain créé par Wafa Assurance Groupe, réunit 100 acteurs clés à Abidjan

03/05/2024

Fort de ce succès, le prochain Wafa Connect est déjà programmé à Dakar au début de juin.

L'évènement Wafa Connect, organisé pour la première fois par Wafa Assurance Groupe à Abidjan, a rassemblé plus de 100 acteurs essentiels des secteurs de l'industrie, de la finance et de l'assurance. Cette initiative panafricaine, lancée le 25 avril, a été inaugurée par M. Boubker Jai, Président Directeur Général du Groupe Wafa Assurance, leader de l'assurance au Maroc et acteur de référence en zone de la Conférence Interafricaine des marchés de l'assurance (CIMA). Cette première édition s'est déroulée au Palais WIA, un bâtiment historique construit en 1950, symbolisant l'engagement de l'entreprise à tisser des liens solides avec les acteurs locaux et à renforcer sa présence en tant que partenaire de confiance sur le continent. Parmi les participants, des PDG et des directeurs généraux de grandes entreprises. Mais, également des décideurs politiques et des diplomates à l'instar de M. Abdelmalek Kettani, Ambassadeur du Maroc en Côte d'Ivoire.

M. Adil Bouifrouri, Directeur Exécutif de Wafa International, a présenté l'entreprise avant de laisser la parole à M. Kasmi directeur exécutif en charge des filiales et aux directeurs généraux des filiales ivoiriennes, M. Guy Lawson-Body et M. Fayçal Ouzgane, qui ont souligné l'engagement de Wafa Assurance envers l'excellence opérationnelle et le service client. L'évènement a non seulement servi de plateforme pour partager des idées novatrices et consolider des partenariats, mais il a aussi mis en lumière l'importance stratégique de Wafa Connect pour l'économie ivoirienne et africaine. Fort de ce succès, le prochain Wafa Connect est déjà programmé à Dakar au début de juin.

Wafa Assurance se distingue comme l'une des principales compagnies d'assurance en Afrique, avec un chiffre d'affaires de 1,272 milliard de dollars en 2023 et une part de marché significative. Active dans six pays, la compagnie continue de proposer des solutions d'assurance innovantes qui contribuent au développement socio-économique des communautés où elle opère and in the absence of instruments such as ARC, a disaster such as drought can easily trap vulnerable populations into perpetual cycles of poverty.

Kenya: Insurance Regulator Blacklists Atlas Life Insurance

08 /05/2024

The Insurance Regulatory Authority (IRA) has said it does not recognise the services of Atlas Life Insurance, a foreign insurance company that has been selling life insurance products in the Kenyan market without a license.

“This is to notify the public that in line with section 20 of the insurance act it is illegal to buy insurance products from an insurer not licensed under the act. Any person soliciting insurance business in the name of the said foreign insurer should be reported to the authority for appropriate action,” the Commissioner of Insurance Regulatory Authority said in a public notice.

From its website, Atlas Life Insurance describes itself as a company established in 2012 and regulated by the Seychelles Financial Services Authority as a long term life insurance company.

“We reinsure all our policyholder risk with Swiss Re and Reinsurance Group of America, two of the largest reinsurers in the world and we utilise their financial strength and global stability to provide our clients with complete peace of mind at all times,” the firm says, “Our reinsurance treaties allow us to provide life insurance solutions to private individuals, families and businesses and we also provide a range of additional benefits including Critical Illness and Disability.”

Last year, the IRA placed Xplico Insurance under statutory management and appointed the Policyholders Compensation Fund (PCF) as the Statutory Manager for Xplico Insurance Company Limited. The regulator also appointed a Provisional Liquidator of Invesco Assurance Company Limited.

NDIC raises deposit insurance coverage for bank customers in Nigeria to N5 million

02 /05/2024

The Nigeria Deposit Insurance Corporation (NDIC) has announced a substantial increase in the maximum deposit insurance coverage levels across various banks.

Effective immediately, the new coverage adjustments were revealed during a press conference held by the NDIC’s MD/CEO, Mr. Bello Hassan, on May 2, 2024.

Recommended reading: NDIC to EFCC: Return recoveries made on our behalf for disbursements to depositors in Nigeria

Key details of revised insurance coverage:

- **Deposit Money Banks (DMBs):** The maximum deposit insurance coverage has been elevated from N500,000 to N5,000,000. This change will now fully cover 98.98% of depositors, significantly up from the current 89.20%.
- **Microfinance Banks (MFBs):** Coverage for MFBs has risen from N200,000 to N2,000,000, aiming to protect 99.27% of depositors, compared to 98.76% under the previous limits.
- **Primary Mortgage Banks (PMBs):** The coverage has been increased from N500,000 to N2,000,000, ensuring 99.34% of depositors are fully covered, up from 97.98%.
- **Payment Service Banks (PSBs):** Coverage has been adjusted from N500,000 to N2,000,000, covering nearly all depositors at 99.99%.
- **Mobile Money Operators (MMOs):** The pass-through deposit insurance for MMO subscribers has jumped to N5,000,000 per subscriber

Lebanon's general insurers stay resilient despite market gloom

01/05/2024

The political and economic situation in Lebanon continue to pose challenges but the non-life insurance industry remains active amid the tough environment, demonstrating resilience in adapting to conditions of instability. We spoke to Arope Insurance's Mr Fateh Bekdache about the dynamics of the market. The insurance industry in Lebanon is considered one of the main pillars in the private sector. Despite facing considerable hardships such as economic turmoil, COVID-19 fallout and the repercussions of the Beirut blast, this sector has displayed strength and resilience.

Arope Insurance Company CEO Fateh Bekdache said that the non-life insurance segment played a crucial role in the recovery efforts during the past years given the chain of unfortunate events that the nation has seen.

"Yet, I consider the non-life insurance sector in Lebanon to be robust and adaptive; still able to provide essential services and protection to individuals and businesses in the face of adversity," he said.

Hyperinflation impacts industry growth

Data from the Lebanese Insurance Control Commission indicates that in 2022, the local non-life insurance market had recorded premiums of LBP2.053tn (\$1.355bn), which was a slight increase of 0.22% compared to the previous year. The non-life industry continued to struggle in 2023 and its growth is being impacted by the country's ongoing crisis with hyperinflation and limited purchase power for most of its population.

The insurance sector faced major challenge in Q4 2023 because of the war in Gaza and its consequences on the reinsurers' appetites as they started to pull back from Middle East market risks, especially political violence and war covers in addition to marine cargo.

Mr Bekdache believes that the non-life insurance sector is on the road to recovery and is optimistic that growth might resume in 2024 and the financial outlook can be assessed from a new perspective following the implementation of IFRS17 and IAS21.

Increasing demand for health insurance

Mr Bekdache said that the economic crisis in Lebanon had a profound impact on the non-life insurance sector, leading to significant changes in market demand and operating conditions.

"The sharp devaluation of the local currency and soaring inflation led to a decline in the purchasing power of individuals and businesses, which resulted in a drop in demand for non-life insurance products, since the insured opted to reduce coverage or skip renewal for cost containment," he said.

The post-COVID-19 landscape has triggered increased demand for insurance coverage, particularly in health, business interruption and cyber insurance for big businesses in particular. On the other hand, insurers have accelerated their digital transformation efforts investing in online platforms and digital solutions to enhance customer experience and streamline operations.

Market needs reinsurance support

Mr Bekdache considers the economic turmoil that the market is enduring and the change in the reinsurers' appetite for the Lebanese market considering the unpredictable and volatile circumstances in the region, as primary challenges to insurance players in the market.

Mr Bekdache believes that the future of the non-life insurance sector will be shaped by several factors. First and foremost, is the ability to navigate economic instability while adjusting to cater for evolving customer needs.

"I'm confident that most of the Lebanese insurance players are capable of weathering the storm and refining the sector by tailoring innovative offerings that meet the changing demands of the Lebanese people," he said.

He believes that there is a need for ongoing clear and consistent regulatory frameworks.

Swiss Re publishes outlook on Middle East insurance market

06/05/2024

Swiss Re has provided insights on economic and insurance market growth in the Middle East and Pakistan, projecting GDP growth of 2.1% in real terms for 2024, an increase from 1.2% in 2023.

The region's insurance industry, notably buoyed by robust economic development and mandatory insurance regulations, continues to expand, according to the reinsurer. In the Gulf Cooperation Council (GCC) states, diversification efforts to reduce oil dependency have led to significant investments in infrastructure and tourism, subsequently increasing the demand for non-life insurance. Over the past decade, non-life premiums in the region have grown annually by 5.5% in nominal terms. The expansion of compulsory insurance lines, alongside favorable regulatory changes, has similarly boosted this growth.

The life insurance sector is also seeing positive trends, driven by an increasing expatriate population, rising employment rates, and high interest rates within GCC countries. However, overall insurance penetration in the Middle East and Pakistan is still low, at 0.2% for life insurance, which Swiss Re noted indicates potential for significant market growth and an opportunity to enhance economic resilience in the region.

Continued growth in premium volumes

In 2023, total insurance premiums in the Middle East and Pakistan reached an estimated \$50 billion, up from \$45 billion in 2022, with non-life insurance comprising 82% of the total. Despite a projected slowdown in non-life premium growth to 6.2% this year, down from 12% in 2023, the market remains robust, particularly in Saudi Arabia and the UAE. In these GCC states, non-life premiums grew by an estimated 14% in real terms in 2023.

Swiss Re forecasts continued growth in GCC premium volumes, anticipating a 7.4% increase this year, with Saudi Arabia and the UAE

In these GCC states, non-life premiums grew by an estimated 14% in real terms in 2023.

Swiss Re forecasts continued growth in GCC premium volumes, anticipating a 7.4% increase this year, with Saudi Arabia and the UAE expected to see growth rates of 8.0% and 6.9%, respectively. This growth is largely driven by the health and motor

insurance sectors, where mandatory coverage and price increases are improving profitability

Ongoing economic development and urbanization in the GCC are likely to lead to greater accumulation of insurable infrastructure and private assets, including coverage against natural catastrophes. While the region generally experiences a desert climate, recent flooding in the UAE and Oman, as well as earthquake risks in Pakistan, highlight the importance of disaster preparedness and insurance coverage. The life insurance sector remains less developed, representing about 20% of total regional premiums. In 2023, life premiums totaled \$8.2 billion, with Pakistan accounting for 37% of the regional market. Despite a forecasted 4.1% contraction in life premium volumes this year due to inflation and regulatory changes in Pakistan, Swiss Re anticipates a return to positive growth across the GCC.



Egypt: Regulator prepares studies on forming national reinsurer

01/05/2024

The Financial Regulatory Authority is preparing the necessary technical and operational studies that could lead to the establishment of a national reinsurance company. Dr Islam Azzam, FRA vice chairman, told Amwal Al-Ghad that the studies include ensuring the financial solvency and technical competence of the proposed reinsurer. This is to make sure of the new entity's ability to perform its required role to the fullest extent – in particular, limiting the transfer of a large portion of the insurance portfolios of several local companies to overseas reinsurers. He pointed out that the Authority will not allow the establishment of the reinsurer until it has ensured that the new entity would show good financial and operating indicators and will make a difference in the Egyptian insurance market in terms of the levels of retaining premiums inside Egypt.

He added, "As the competitiveness and efficiency of the new entity in managing its activities increase, it will be able to attract a portion of the insurance portfolios of a number of insurers neighbouring countries." He stressed that establishing an Egyptian reinsurance company is a priority in supporting economic growth, especially attracting funds for investments

Insurance BUSINESS

Can insurers make a profit with artificial intelligence?

07/05/2024

Offering support across a variety of functions including customer service, claims processing, underwriting, and fraud detection, the capability of AI to analyze large datasets and process information will continue to revolutionize insurance.

Nirmal Ranganathan (pictured), vice president of engineering, AI, at Rackspace Technology, spoke with Insurance Business on how insurance companies can take advantage of AI to generate cost savings across their businesses.

The value of AI

According to recent estimates by McKinsey, AI technologies could inject up to \$1.1 trillion in annual value into the global insurance industry. Of this sum, around \$400 billion is projected to stem from enhancements in pricing, underwriting, and promotional technologies, while an additional \$300 billion is expected to result from AI-driven advancements in customer service and personalized offerings.

What are the benefits of using AI?

Ranganathan noted that insurance companies often lack the capacity to conduct comprehensive audits on every claim they receive. Instead, they may opt to use sampling techniques to confirm the accuracy of their resolved claims.

Speaking on the benefits of leveraging AI for claims auditing, Ranganathan said: "Right now, auditing is a very people intensive task, but, if we introduce AI, you can go through all claims and provide a first pass accuracy check, and then a human can take a quick look at things to verify. If you're able to catch these errors that's potentially millions in cost savings for a company.

The wider industry recognizes these benefits, as evidenced by a recent survey from Gradient AI, which indicated that over 90% of insurers are planning to ramp up their investment in AI.

In a market characterized by nuance and

complexity, Ranganathan highlighted AI's potential to aid in policy comparisons, ensuring insurance professionals select the most suitable products for their clients.

Additionally, AI can streamline the processing of information and imagery in claim files, alleviating mundane tasks and enabling insurance professionals to concentrate on higher value problems.

"AI opens the possibilities for us to do other things - and that's how over centuries society has grown. As things are simplified, we focused on the next challenging problems," said Ranganathan.

While noting the many applications of AI in insurance, Ranganathan stressed that there will always be a place for human expertise. Top of Form

"There are a lot of scenarios where the human element is of value," he said. "There is only so much an AI can reason. It can typically get you 90%-95% of the way but that 5% element usually requires a human."

Third-party risks and bias

Despite the cost and time saving benefits that AI delivers, Ranganathan said that with more technology comes more responsibility.

He noted that when insurance companies opt to integrate third-party AI technology into their services, they must be aware of the providers' terms of service.

"I think this is where a lot of people don't have as much clarity," he said. "Especially within the insurance industry. If you are an insurance provider and implement AI into any part of your product, you are still liable to explain what's happening there, because that AI tool is being issued by you."

"Pretty soon, every tool is going to have some form of AI. So, you need to decipher where exactly it's being used and how it impacts your customers," continued Ranganathan.

Given AI's tendency to amplify human biases, Ranganathan also said it's paramount that developers prioritize fairness in their algorithms to mitigate any potential adverse impacts.

"That's where applying responsible AI practices can help in ensuring that there is proper transparency and accountability," he said.

Increasing weather risks demand new strategies and approaches: Aon report

08/05/2024

Aon's 2024 Client Trends Report outlines four megatrends impacting global business, with one of them being weather, driven by the escalating frequency and severity of extreme events, compelling organisations to manage climate risk in an increasingly holistic way.

With climate change escalating the occurrence and intensity of natural disasters and extreme weather events, the resulting economic and social consequences are substantial.

Aon asserts that companies must leverage data and tools, such as climate modelling, to gain deeper insights into their exposure to climate risks, develop effective risk mitigation strategies, and unlock capital. Moreover, given the scale of climate change, there will be a heightened emphasis on public-private partnerships to bridge the protection gap and mobilise capital for the advancement of green technologies. Additionally, companies are increasingly aware of their climate-related responsibilities to regulators and shareholders, encompassing both compliance and communication aspects. Furthermore, the impact of weather and climate on the workforce can be profound, with workforce health and safety emerging as primary concerns for employers, especially considering significant fatalities resulting from natural disasters such as earthquakes and heatwaves in 2023.

The report also delves into three additional trends: trade, technology, and workforce. Each presents organisations with numerous complexities and evolving risks, necessitating the development of new workforce strategies and a holistic approach to risk management.

To effectively address these challenges, Aon aims to assist clients in making informed decisions to safeguard and grow their businesses through its Risk Capital and Human Capital capabilities.

In the realm of Risk Capital, Aon helps clients reassess their risk management strategies from a holistic perspective, while in Human Capital, it supports the adoption of a more integrated approach to workforce strategies. Eric Andersen, President of Aon, remarks, "Every day, our clients across every industry and region tell us that it's getting harder to make the right decisions amidst the volatility and complexity created by these megatrends."

Une nouvelle alliance climatique pour la transition de l'assurance vers le zéro net émerge au milieu des pressions ESG

30/04/2024

Le secteur des assurances a un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le changement climatique. Conscient de cela, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a récemment lancé une nouvelle initiative, le Forum pour la transition des assurances vers un bilan net zéro (FIT), pour accélérer l'action climatique volontaire au sein du secteur. Ce forum remplace la Net-Zero Insurance Alliance (NZIA), dissoute.

Pourquoi le passage au FIT ? La NZIA, bien qu'elle constitue une première étape importante, a été confrontée à des défis. Butch Bacani, chef de l'équipe des assurances au PNUE, a expliqué : «Le Forum pour la transition de l'assurance vers le net zéro est une toute nouvelle initiative. Ce n'est pas simplement une version 2.0. C'est vraiment une coupe nette et une nouvelle structure.»

L'une des principales préoccupations de la NZIA était sa nature prescriptive. Certains assureurs, en particulier aux États-Unis, estimaient que les conditions d'adhésion, qui comprenaient la fixation d'objectifs de réduction des émissions et la présentation de rapports annuels, étaient trop rigides. Ces préoccupations, ainsi que les problèmes juridiques potentiels soulevés par les politiciens républicains aux États-Unis, ont conduit à un exode des membres de la NZIA, notamment de grands assureurs comme AXA, Lloyd's de Londres et Tokio Marine. En réponse à ces défis, le PNUE a conçu le FIT pour qu'il soit plus inclusif et plus flexible. Bacani a déclaré : «Nous nous dirigeons désormais vers une réglementation douce et une réglementation stricte, d'où la diversité des parties prenantes impliquées, que nous pensons importantes pour intégrer le zéro net dans la prise de décision et la pratique quotidiennes en matière d'assurance.»

Une approche plus collaborative

La FIT rassemble un éventail de parties prenantes plus large que la NZIA. Les participants fondateurs du FIT comprennent 19 assureurs et réassureurs, ainsi que des régulateurs, des universitaires et des organisations de la société civile.